

Les stratégies innovantes de gouvernance

Enfin, une interrogation²⁰¹ était également posée pour savoir si les décideurs politiques doivent contribuer à inventer des stratégies ambitieuses de consultation et de renforcement de la participation des populations, par la mise en place de stratégies innovantes de gouvernance.

L'insertion des économies méditerranéennes dans la mondialisation impose un nouvel *aménagement* ainsi qu'une nouvelle *habitation* de leurs territoires. De ce fait, précisément au *centre* se produisent des changements qualitatifs propres à donner une visibilité à une nouvelle urbanité des métropoles méditerranéennes, pour concilier durablement le système des espaces publics centraux et une implantation de fonction supérieures et de commandement. A Marseille, les conflits territoriaux autour du centre ville entre les institutions et des *acteurs* individuels et la *société civile*, constituent les prémisses d'une *participation*, pour atteindre ces objectifs à la fois locaux, le centre ancien et régionaux, la métropole nœud dans l'espace méditerranéen. A Thessalonique, le conflit des *kastroplika* illustre les blocages relationnels entre les institutions, la *société civile* et les acteurs individuels. A Séville, le conflit à propos du parking de la *plaza Alameda de Hércules*, constitue l'acte fondateur d'une pratique participative qui se développe aujourd'hui. Ainsi, les *stratégies d'opposition* conduisent parfois à l'émergence de *stratégies de coopération* si tant est que le système des *acteurs* en présence, développe une intelligence du territoire fondée sur la mobilisation concertée de la *ressource latente*. Dans le cas du *centre ancien*, il s'agit de la *ressource patrimoniale*. Sa contribution s'opère par la mobilisation de cette *ressource latente*. Elle nécessite une volonté des acteurs institutionnels et de la *société civile*, de préserver et de transmettre le *patrimoine matériel et immatériel* du *centre ancien*. Cette mobilisation exige un consensus a minima sur le contenu mémoriel de la *ressource patrimoniale*. Ce qui implique une démarche globale de *gouvernance territoriale* qui conduit au consensus territorial. Or il s'avère que les enjeux identitaires liés à la rénovation du *centre ancien* dégradé puis rénové, demeurent inhérents aux modes de vie d'habitants traditionnels souvent modestes. Il peut sembler surprenant que l'on attende de populations vulnérables aux statuts sociaux fragilisés de prendre part à une démarche participative, alors que leurs

²⁰¹ [hypothèse H 4 quinter : les décideurs politiques devraient contribuer à inventer des stratégies ambitieuses de consultation et de renforcement de la participation des populations, par la mise en place de stratégies innovantes de gouvernance]

pratiques les incitent à la recherche d'une solution individuelle. La réintroduction de tous les habitants, de leur place, de leur rôle en terme de *gouvernance* dans le processus de *requalification urbaine* ambitionne de résoudre le paradoxe exprimé plus haut, par la promotion de la *démocratie participative*, condition initiale requise pour un *développement urbain durable*. Cette démarche peut contribuer à répondre à la perte de confiance, à la défiance, voire au rejet de modalités de fonctionnement de la démocratie représentative, qui s'expriment par la contestation de projets d'aménagement du territoire. Elle implique une redéfinition du rôle et des attributions de chaque *acteur* et d'une recherche de dynamiques complexes au sein du *système des acteurs* de relations nouvelles entre, d'une part, la sphère de la démocratie représentative et d'autre part les modalités de la *participation citoyenne*, au sein de la *société civile*. De ce fait, une meilleure diffusion de la culture territoriale auprès des *acteurs* devrait être réalisée, afin que tous les acteurs puissent s'intégrer pleinement au processus de redéfinition de la *centralité*, du quartier dans la ville, de la ville dans le l'espace méditerranéen.

« Rendre intelligible la complexité territoriale, produire de l'information pertinente, choisir les traitements qui, à partir de cette information, produiront de la connaissance utile à la compréhension du fonctionnement territorial et par voie de conséquence, à la prise de décision. »²⁰²

En effet, la *démocratie participative*, exige d'associer les habitants aux décisions qui les concernent, ce qui impose aux *acteurs* une démarche prudente et éthique. Promouvoir un *développement urbain durable* oblige à se conformer aux attendus requis de la *durabilité*. Cette approche recommande une gestion raisonnée de la *ressource territoriale* en général et de la *ressource patrimoniale* en particulier.

« Ainsi, la durabilité spatiale consiste à répondre aux déséquilibres socio spatiaux des territoires et à les réorganiser dans une perspective durable. Pour cela, les objectifs seront de limiter les phénomènes de concentration ou de fragmentation du tissu bâti, de résoudre les problèmes de qualité de vie, de permettre l'égalité sociale dans l'accessibilité des territoires, de respecter les marqueurs culturels que sont les héritages patrimoniaux à conserver ou à réhabiliter. »²⁰³

Les attentes des habitants en termes de qualité du cadre de vie se complexifient et posent aux élus et aux responsables de l'aménagement urbain de redoutables questions. La mobilisation de la *ressource latente* des territoires du *centre ancien*, passe par une approche qui intègre les représentations de tous ses habitants, quant à ce qui est le patrimoine et sa sauvegarde. La *patrimonialisation* de l'espace public repose avant tout sur un consensus *a minima* sur les significations que l'on confère à la *ressource patrimoniale* en relation avec l'identité de la

²⁰² UMR ESPACE 6012 CNRS, 2007, Analyse Spatiale et géogouvernance : l'utilité sociale de d'analyse spatiale
Projet 2008 – 2011, Groupe « Analyse Spatiale et géogouvernance, 7p., p1.

²⁰³ MASSON-VINCENT, M., 2007, p 7.

ville dans son ensemble. La qualité identitaire et sociale devient un critère d'appréciation du *centre ancien*, qui repose sur l'état de la *ressource patrimoniale* : qualité des espaces publics et des relations que les *acteurs* entretiennent avec elle. Cette qualité renforce le sentiment d'appartenance des habitants à leur territoire, il s'agit donc bien d'un enjeu identitaire.

« La démocratie participative devrait aussi conduire à analyser cette notion de patrimoine pour intégrer les représentations des citoyens concernés par les opérations de patrimonialisation. Le patrimoine est une façon de s'approprier des lieux, des espaces, une identité. Il ne peut être désincarné, il répond toujours à une certaine image que l'on s'en fait propre à chaque groupe social. La ville partagée nécessite l'expression des patrimoines citoyens au côté des patrimoines descendants. Centres historiques, parcs et jardins, quartiers réhabilités ne seraient donc plus autant d'espaces d'exclusion, mais des résultats de projets socialement débattus. »²⁰⁴

Les *acteurs* institutionnels se trouvent, de par leur position privilégiée, en situation d'initier des dispositifs innovants de gestion des territoires qui puissent intégrer les demandes formulées sur le registre qualitatif par la population. A cet égard il revient aux institutions de diffuser une *culture participative*²⁰⁵ au sein de leur administration, ce qui exige de leur part une intense réflexion organisationnelle pour migrer d'un environnement hiérarchique et cloisonné à la transversalité d'un environnement participatif. Cette structure organisationnelle rénovée pourrait alors se trouver en mesure, sur le terrain, au quotidien de travailler à intégrer d'autres discours que celui de l'institution, de les relayer et *in fine* de les prendre en compte. L'articulation au niveau local/régional de conduites de politiques de reconquête de la *centralité* métropolitaine exige la prise en considération de discours pluriels condition *sine qua non* d'un *renouvellement urbain durable*. La *participation* des habitants représente bien alors un préalable à une rénovation respectueuse de la diversité de la population du *centre ancien* et soucieuse de la qualité de vie des habitants. Le *renouvellement urbain durable* requiert un saut qualitatif, par une modification radicale des méthodes et des pratiques de l'aménagement du territoire. En effet la structuration verticale des processus décisionnels, les réglementations, l'expertise, ne répondent plus vraiment aux attentes de la population et paraissent le plus souvent déconnectées de la réalité. Une *nouvelle culture organisationnelle*²⁰⁶, qui repose sur une gestion *bottom-up* des processus décisionnels, l'incertitude, l'adaptation au changement, la pluridisciplinarité, la coopération pour atteindre le consensus, voit le jour. Les *acteurs*

²⁰⁴ GUERMOND, Y, MATHIEU, N, 2005, La ville durable, du politique au scientifique, collection Indisciplines, Cemagref Editions, Cirad, Ifremer, INRA Editions, Paris, 285 p., p 54.

²⁰⁵ MORENO NAVARO, I. et alii, 2005, El tercer pilar, Los tecnicos municipales en los presupuestos participativos, pp 145-163 in AYUNTAMIENTO DE SEVILLA/CIMAS, 2005, La pedagogia de la decision, aportaciones teóricas y prácticas, a la construcción des Democracias Participativas, construyendo ciudadana 10, 196 p, <http://www.presparsevilla.org.es/documentos/11.pdf>

²⁰⁶ HERRERA FLORES J., et alii, 2005, La democracia en proceso participativo : principios fundamentos y requisitos, pp 87-114, in AYUNTAMIENTO DE SEVILLA/CIMAS, 2005, <http://www.presparsevilla.org.es/documentos/11.pdf>

institutionnels de la démocratie représentative, peuvent construire au niveau local/régional de nouvelles relations, donc proposer de nouveaux modes de régulation avec la *société civile* qui émerge au sein d'une nouvelle sphère participative.

*« Parler, penser, travailler ensemble, malgré les différences de culture, de légitimité et de modes d'expression : voilà bien l'enjeu – et toute la difficulté d'un renouvellement des politiques urbaines. Il s'agit de transformer l'action publique en mettant en place des dispositifs concrets de dialogue, c'est-à-dire d'échange équilibré, entre les acteurs, inégaux du jeu urbain. »*²⁰⁷

Les attributions des *acteurs* institutionnels se complexifient ; elles évoluent de la gestion du territoire à un ensemble coordonné d'actions concertées, qui proviennent de l'orientation, de l'animation, de la conduite, de la régulation du processus de gouvernance territoriale.

*« L'acteur public, entre autres, aura donc à rendre possible une mobilisation de l'ensemble de ces acteurs – privés, associatifs et publics – et institutions sur des objectifs communs de développement dans le cadre d'un projet intégré et cohérent, partageant ou acceptant de partager une même vision à moyen et long terme du territoire. »*²⁰⁸

Les *acteurs* du *patrimoine*, initialement issus de la sphère publique se diversifient et contribuent à investir la notion de *patrimoine* de valeurs nouvelles. La *volonté de préservation* et de *transmission*, dont le succès public devient probant, ouvre de nouvelles perspectives.

A Marseille, dans le quartier du Panier, les habitants qui répondent à la question concernant les actions concrètes de rénovation du quartier à entreprendre, mettent en avant les idées suivantes : les principes qui gouvernent les mises en chantier sont essentiellement le *réalisme* face à l'*idéisme*.

« c'est chacun pour soi, pour sa famille et ses potes c'est la débrouille c'est le système D !!! »

(18-24, demandeur d'emploi, Panier)

« on ne nous a pas demandé, on nous a juste dit Euromed arrive et grâce à cela on va rénover le quartier mais on ne nous a jamais dit qu'on allait expulser un maximum d'habitants du quartier ; j'aurais voulu participer aux décisions de rénovation mais on serait sûrement arrivés aux problèmes de logement et cela aurait été impossible, je suis certain qu'ils ne se sont même pas posés la question alors que la ville reçoit autant d'argent pour rénover le quartier cela ne se refuse pas même s'il a fallu éradiquer tous les habitants du quartier pour mettre des plus riches à la place, mais en perdant toute identité qui faisait de ce quartier un quartier populaire apprécié »

(25-29, profession intermédiaire, la Joliette)

« j'hésite entre aider la personne et la réflexion politique et l'ancrage dans un contrepoids politique, comment l'empêcher ?? j'ai passé du temps dans le milieu militant contre le gouvernement, sans bien peser mes engagements » (25-29, artisan, Jean Jaurès).

²⁰⁷ FORET, C., 2001, Gouverner les villes avec leurs habitants, de Caracas à Dakar : dix ans d'expériences pour favoriser le dialogue démocratique dans la cité, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 241 p, p 39.

²⁰⁸ LELOUP, F., MOYART, L., PECQUEUR, B., 2004, La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? 4^{èmes} journées de la proximité : Proximité, réseaux et coordination, 17 et 18 Juin 2004, 15 p., p 11.

Les habitants du quartier du Panier, présentent une large palette de modalités de la *participation* à la vie de leur quartier. Les élus recherchent légitimement l'assentiment des habitants, ils proposent des réunions d'information, le Comité d'Intérêt de Quartier se réunit régulièrement et informe les habitants. Mais des pratiques informelles de *participation* se développent, nées du désir de rencontrer des gens différents sur un territoire. Les activités culturelles peuvent fédérer les résidents et les convier à partager un espace public propice aux échanges et à la sociabilité. Les lieux de rencontre fournissent autant de scènes urbaines, investies par les arts, la culture, la parole, afin de restituer aux habitants une fierté et une légitimité d'*acteurs* de la cité. La reconquête de la *nouvelle centralité* passe donc par la reconquête d'espaces publics et leur restitution aux habitants. La mise en scène de sa propre urbanité, la reconnaissance à tous de ce droit à la ville, incarnent une fraternité en actes, qui puise aux sources du quotidien une inexprimable richesse, *ressource latente* du territoire. La reconnaissance de l'*altérité* de chacun garantit à chacun la certitude d'appartenir à cette ville et à tous une égale dignité et une place dans la cité. Les acteurs institutionnels s'ils informent la population, par le biais du Comité d'Intérêt de Quartier semblent se limiter à cette modalité top/down qui ne satisfait personne. La proximité des *acteurs* du territoire avec les différentes catégories d'habitants pourrait constituer un premier pas vers une appropriation d'une *mémoire*, partie prenante du *patrimoine immatériel*, capable de favoriser des actions concrètes de *participation* qui conduirait progressivement à des stratégies de coopération. L'émergence d'un tissu associatif lié aux opérations de rénovation du centre ville de Marseille, dans les années 1990, provient des lacunes dans l'accompagnement social des Périmètres de Renouvellement Urbain (PRI). Des militants locaux s'investissent dans la défense et la représentation des résidents les plus vulnérables auprès des médias et des élus. C'est donc sous le signe de l'urgence et de la médiatisation dans un contexte de *reconquête du centre-ville* que le champ associatif fait irruption sur la scène de la *gouvernance* territoriale. La mobilisation simultanée d'un *capital spatial* certain en matière de recours juridique, notamment en cas de difficultés de relogement, alliée à un art de la mise en scène médiatique et festive, caractérisent une nouvelle forme de participation de *nouvelles couches urbaines* davantage soucieuses de qualité de vie et de solidarité en direction des résidents les plus vulnérables. Cette nouvelle configuration du jeu des *acteurs* issue de dynamiques engendrée par les nouveaux venus, se construit sur une double opposition, celle de la municipalité et celle des habitants traditionnels investis dans les Comité d'Intérêt de Quartier. Ce bouleversement place les élus sur la défensive car les *acteurs* associatifs conduisent des stratégies d'opposition qui mobilisent avec succès les médias locaux et nationaux.

Les élus évoquent une nécessaire concertation sans en donner les modalités

« Il faut la volonté politique. Je ne sais pas si je suis bien dans le cœur de la question, elle est politique parce que les opérations qui se dessinent, le sont souvent lorsqu'elles sont décidées par la Ville, elles le sont sans concertation. Donc ce renouvellement on en a besoin. On a besoin que les choses évoluent, s'améliorent, accueillir aussi de nouvelles populations, tout ceci doit se faire avec l'appui et dans la concertation. On ne peut pas ne pas s'intéresser, à ce que les autorités décident, on se sent concerné, que ce soit le CIQ, la Mairie de secteur, qui est aussi un acteur, devrait pouvoir être associée davantage à toutes ces opérations. En ce qui concerne la Mairie de secteur, nous le sommes, mais c'est parce qu'on se bat beaucoup pour ces problèmes-là. » (N ° 6)

La vision qu'en ont les habitants va de celle de l'habitant blasé...

« Je prends l'exemple de la place du Refuge ou la place des Pistoles, il y a eu concertation de la population sur les projets autour d'une table. Le président du CIQ, le président de ci le président de ça, les habitants étaient conviés à l'exposé des projets et où tu as un cahier de doléances. Il y a celles et ceux qui s'en foutent royalement, parce qu'à la fin de la réunion, il y a un apéro !! Il y a celles et ceux qui par idéologie, combattent n'importe quoi, tout ce qu'il y a à combattre. Il y a tout le reste aussi, qui entendent et pour qui cela rentre là et sort là. De toute façon le projet est déjà pré-acté, ils s'en caguent. J'ai l'air fataliste mais en même temps il y a des gens qui résistent, qui font avancer le schmilblick. Il faut avoir le temps et surtout l'énergie, le plaisir de faire avancer les choses, pas de manière égoïste pour soi-même, cela n'est vraiment pas évident et complexe. » (N ° 5)

... à celle de l'enthousiaste, qui explique pourquoi la population peut participer à des actions concrètes.

« Notre projet est une petite pierre, sur les places, dans les bars. On se fait connaître sur le net, mais ce qui nous intéresse c'est que les gens sortent de chez eux et viennent ensemble regarder une télé de quartier qui parle de leurs problèmes à eux. On est assez critiques sur les médias comme France 3. On veut donner la parole aux gens, on se croise ensuite on prend l'apéro on passe un moment convivial. Je pense que cela participe à créer et recréer du lien à tisser et à investir son territoire. On veut avoir une action concrète sur un territoire. On veut faire prendre conscience qu'il y a des gens qui se rencontrent et qui agissent. Maintenant depuis deux ans que nous sommes là, les gens viennent nous voir et demandent qu'on les filme et passer sur internet. Il y a un côté fascination de l'image qui existe, donc il y a une proximité, les gens nous connaissent. On essaie d'explorer des choses. Le participatif c'est l'aventure de construire ensemble un film, un scénario. On ne regarde plus la télévision de la même manière, on devient critique face aux images, on se rend compte. Il y a cette dimension de se désaliéner de l'image en fabriquant des images soi-même et en même temps avoir une vraie action sur son quartier en pratiquant le radio-trottoir. Les jeunes vont vers les anciens et leur image des jeunes change petit-à-petit. Je crois fortement à ce type de projet dans un territoire et à la dimension repartir du quartier et du village pour retrouver cette dimension du vivre ensemble. » (N ° 2)

Certains parlent de régression...

« Moi je suis gêné par l'ambiguïté du mot participation. En réalité ce n'est pas une volonté de participation aux opérations de renouvellement urbain. Il faut bien dire que pour la participation des habitants au renouvellement, ces dernières années on a une régression très importante à Marseille. On était arrivé à une meilleure écoute des habitants dans les opérations de réhabilitation urbaine. Était-ce à cause des gouvernements de gauche ? C'est sans doute ce que va répondre la ville. On était arrivé au fait que, on avançait dans l'histoire de la rénovation urbaine, les habitants étaient de plus en plus associés aux programmes, consultés. Informés, soit par des expositions soit par des débats, des rencontres que les élus ont avec les habitants, les associations qui étaient mises dans le coup de diverses façons, que les gens puissent participer et comprendre à quelle sauce on est en train de les manger. Aujourd'hui, ils ne participent à rien et on leur dit : tout est ok, fermez-la et profitez des avantages de ce qu'on est en train de vous donner ! Comme une grande partie n'a aucun avantage dans cette affaire, ils subissent. Une partie a des avantages, elle se rallie, elle en profite. » (N ° 8)

...d'autres pensent que c'est aux habitants à prendre des initiatives.

« Il n'y a pas du tout de souhait de la part des acteurs publics ou privés de la réhabilitation, qu'il y ait une quelconque collectivisation du problème, au sens de mise en collectif du problème. C'est quand même un truc assez évident. Ce qui est intéressant, quand on regarde ce qui s'est passé sur la rue de la République, c'est que, quand on a discuté, comme on l'a fait nous association, avec la Préfecture, avec Euroméditerranée, avec la Ville, avec le Conseil Général, c'est assez extraordinaire, c'est-à-dire que, soit on ne nous reçoit pas, soit quand on nous reçoit, on nous dit : Ah mes amis c'est super ce que vous faites !! . Comme si on était là en soi, et donc on joue un rôle. Le Conseil Général est tout content, mais jamais il va susciter la mise en commun d'un certain nombre de problèmes. » (N° 9)

Enfin un certain nombre considère que la participation n'existe pas et n'est pas prête d'exister.

« Les investisseurs privés jouent leurs intérêts à fond, ils n'ont aucune raison de mettre en place de la participation. Quoique, dans un certain nombre de cas, leur intérêt bien compris, leur fait comprendre qu'il n'est quand même pas inutile de tendre un peu l'oreille. C'est un peu ce qui s'est passé, au cours de réunion en Préfecture, où le Préfet à un moment en a eu tellement marre de n'être pas entendu sur sa demande de transparence qu'il avait tapé du poing sur la table. Parce qu'il me semble que les politiques en l'occurrence, là c'est bien la Ville de Marseille, n'a pas joué son rôle politique, c'est-à-dire son rôle de médiateur. Il semble bien que comme l'objectif principal était la rénovation à tout crin, elle était alignée sur les objectifs des investisseurs, sans chercher à rattraper leurs insuffisances, ni rattraper ses propres insuffisances, en tant que Mairie. Certes elle avait affiché, un projet de réaménagement, qu'elle avait annoncé dans la presse, nationale comme locale. Mais ce projet d'aménagement elle n'a fait aucun effort pour que les habitants, qui étaient pourtant les premiers concernés, puissent s'y associer. Et là il y a quelque chose qui est quand même assez dramatique, de la part d'une municipalité, qui a des électeurs qu'elle décide de négliger. De toute façon l'essentiel c'est qu'elle trouve des électeurs qu'il lui faut au moment où il le faut. Mais ceux qui y habitent alors là on peut se permettre de leur marcher dessus, c'est globalement ce qui se passe. » (N° 8)

« C'est intéressant parce que ce qui me frappe, c'est quand même que ce n'est même pas une histoire de droite et de gauche. Pour moi et je le vois avec notre association depuis quelques années, avec toutes ces réunions qu'on a, avec les relations que l'on a depuis quelques années avec les institutions, je pense qu'il y a vrai problème des institutions, ou politiques ou administratives, pour créer du lien, pour faire participer. Il y a une série d'échelons, administratifs et techniques spécialisés dans le lien direct avec les habitants pour le logement, il y a les enquêtes d'utilité publique, il y a des mécanismes d'aide et financiers, mais on a une crise pour trouver des lieux précis dans lesquels on puisse entendre la parole des habitants. Et c'est précisément ce que l'on essaie de faire depuis deux ou trois ans rue de la République avec les permanences des habitants. On voit que l'on est actuellement seul en tant qu'association avec des habitants, et que ce modèle là, il n'intéresse personne. » (N° 9)

Ainsi à Marseille les avis restent très partagés en ce qui concerne la *participation* des habitants à la rénovation du centre ancien. Nous avons rencontré une large palette d'opinions à ce sujet et ne pouvons pas déterminer de façon définitive quel sera l'interlocuteur qui délivrera l'information la plus crédible.

A Thessalonique, dans le quartier de Ano Poli, les habitants répondent à la même question concernant la rénovation du quartier et les actions concrètes que les habitants sont prêts à engager. Pour eux il y a de trois critères : le collectif, l'organisation, le concret

« les habitants doivent réagir et décider en commun avec comme critère la conservation et l'amélioration du niveau de vie du coin » (18-24, étudiant, Ano Poli)

« qu'ils s'organisent en associations qu'ils expriment officiellement leurs demandes aux responsables de l'Etat et en pressant pour obtenir satisfaction, au moins jusqu'à un certain degré »

(30-39, employé, Yedi Coule)

« exiger un quartier *Ano Poli* humain en passant par la municipalité et les médias ; favoriser les transports en communs, les rues, les espaces verts, les problèmes particuliers de l'endroit l'eau, l'éclairage, le tourisme. » (40-49, artisan, Aghios Pavlos)

L'individualisme se concilie avec une gouvernance verticale : les modes d'association restent tributaires de schémas anciens, ceux du territoire de départ. Il se pourrait donc que les modalités de la *participation* dépendent encore des exodes dramatiques, qui pèsent encore sur la sociabilité et le débat politique. La structure du peuplement de la ville de Thessalonique, qui repose sur ces vagues migratoires imprime une marque particulière, qui tend à promouvoir une réussite individuelle et son inscription dans un réseau de relations structuré à partir du territoire de départ et qui se perpétue longtemps après l'installation dans la métropole de Thessalonique. Dans ce cadre les relations de personne à personne reposent sur les échanges de services que l'on peut qualifier de clientélisme. L'intervention de la puissance publique traditionnellement limitée en Grèce au niveau du logement, diminue davantage encore sous l'effet de l'entrée d'opérateurs privés du BTP qui proposent des produits immobiliers qui n'intègrent pas l'identité du *centre ancien*, ce qui conduit à des décisions qui ne prennent que peu en compte la *ressource latente* du quartier de *Ano Poli*. D'autre part les élus ne favorisent pas, cela se conçoit, la constitution de contre-pouvoirs indépendants. Les modalités de régulation des tensions territoriales ne permettent pas, à ce jour de fédérer les *acteurs* au sein du système des acteurs afin qu'ils entreprennent une *stratégie de coopération* qui conduise, à terme, à l'émergence du consensus territorial.

Ceci est expliqué de diverses manières. Tout d'abord par l'absence de tradition associative.

« La raison en dernière instance, se trouve dans l'absence de vie associative et d'une mentalité non associative. Les gens veulent beaucoup participer, disent-ils. Ils veulent acquérir ce qu'ils pensent être bien pour eux. Ils veulent participer pour être sûrs que comme cela ils pourront prendre ce qui les intéresse. Quand il s'agit de participer à des processus et à des démarches pour défendre le bien être commun, les principes de la circulation, les gens sont plutôt indifférents. Ils n'ont aucune expérience de vie participative. Il y a eu en Grèce depuis 1984, un procédé intitulé le Comite d'Urbanisme de Quartier : *Poleodomikes Epitropes Ghitonias*. Il a été institué par le ministre qui s'appelait Tritsis, c'était un ministre de l'urbanisme, une personnalité éminente. Il était responsable de la rénovation urbaine des quartiers populaires en Amérique du Sud. Les vieux qui se réunissaient, programmaient une réunion pour des détails insignifiants. Dès que cela était réglé il n'y avait plus personne à la réunion suivante. Bien que l'on ait une législation comme cela très importante, personne ne la met en marche. Maintenant les pouvoirs publics, le pouvoir municipal ne s'intéressent pas à ça. Il y a aussi une raison à tout cela. Ils ne tiennent pas à avoir un contre-pouvoir à leur pouvoir municipal. Donc cette initiative n'a pas marché. Cette manière de s'y prendre par l'absence d'expérience de vie participative des gens et par la présence de pouvoirs publics, municipal ou central très puissants, face auquel le pouvoir associatif n'a pas encore trouvé sa place et évidemment n'a pas trouvé son poids, explique cela. Les gens sont très hésitants. » (N° 3)

D'autres notent le recul de l'esprit et de l'espace publics.

« En Grèce, il y a seulement une génération d'habitants, de citoyens qui a une vie urbaine. Il y a une carence d'urbanité. Ils n'ont pas encore le sentiment qu'ils participent, [à] la vie d'une ville. On se souvient très bien encore qu'on est venu de son village et on n'a pas les structures et les formes de vie conviviales que l'on avait dans le village. Les nouveaux citoyens n'apprennent à compter que sur eux-mêmes. Ici, on est seul dans un appartement et malheureusement on se moque de l'espace public. Et ce n'est pas normal ce qui se passe avec l'espace public. Le domaine public construit là où il y a un espace qui n'est pas construit. Le domaine public se moque que ce soit un parc là où ils construisent la mairie où les bureaux de tel ou tel service. Il y a beaucoup de travail à faire pour valoriser l'espace public et pour faire passer l'idée aux gens que cela améliore leur qualité de vie. J'ai travaillé pour cela pendant trente ans, je vois que c'est pire que ce qu'il y avait dans les années 70. Parce que c'est l'idée de l'Etat qui fait marche arrière du domaine public. L'intervention publique fait marche arrière, donc on revient à des pratiques que l'on avait commencé à abandonner. On revient même avec une idéologie derrière : c'est cela la globalisation, que c'est ça le real estate. Donc on devient encore plus sauvage qu'avant les années 70, où c'était les petits qui prenaient un petit lot qui était public pour construire parce qu'ils n'avaient pas un toit sur leur tête. Tandis que maintenant c'est tous les services publics, c'est l'Université, les grandes sociétés de real estate qui font la même chose tout le monde est devenu rapace en ce qui concerne la terre. Les moines, tous les couvents du Mont Athos commencent à revendiquer des centaines de milliers d'hectares de terres touristiques ou urbaines, des centaines de milliers d'hectares ! Maintenant, après deux siècles de leur appartenance à l'Etat Grec. Parce que maintenant la terre est devenue très très très très chère... Alors c'est cela et la ville haute n'échappe pas à cette histoire là. Elle n'a pas même réussi à créer une mentalité entre ceux qui l'habitent déjà. Il y a un petit collectif, une petite union des anciens propriétaires qui essaient de sauvegarder, mais c'est l'exception de l'exception de l'exception. Donc ce n'est pas en effet un paradoxe. C'est une mentalité qui domine, la société grecque, et je ne vois pas d'issue immédiate. » (N° 9)

A Thessalonique le sentiment du bien public n'est pas bien développé, ce qui rend problématique la mise en place de stratégies de gouvernance ouvertes sur la participation.

A Séville, dans le quartier du Casco Norte, les habitants répondent à la même question concernant la rénovation du quartier et les actions concrètes à entreprendre par les habitants, ils évoquent à la fois : la participation active, l'opposition constructive.

« une participation plus réelle aux décisions qui affectent le quartier »

(40-49, profession intermédiaire, centro histórico)

« association, participer en contribuant à ce qui profite à tous »

(50-69, profession intermédiaire, centro histórico)

La recherche du dialogue entre les différents acteurs de la *société civile* afin de parvenir au *consensus territorial* intègre aussi l'expression des *acteurs* antagonistes, au moyen de politiques innovantes de gestion du territoire. De la sorte les attendus des décisions ainsi que les résultats escomptés doivent tendre vers *la satisfaction sociétale* de toutes les parties, manifestation de la durabilité. Les organisations internationales, les agences des Nations Unis et les ONG, l'Union européenne à travers le programme URB-AL²⁰⁹, travaillent à la diffusion du *modèle de budget participatif* de Porto Alegre²¹⁰ en Europe. La ville de

²⁰⁹ http://www.ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/urbal/index_fr.htm

²¹⁰ FEDOZZI LUCIANO, 2005, Contribucion al debate basada en el caso de Porto Alegre, in DISPUTACION DE BARCELONA, 2005, Seminario Internacional de la Democracia Participativa, Actores Politicos y Movimientos Sociales, 2005, Centro para la Participación Ciudadana, Dirección de Servicios de Participación Ciudadana, 178 p., pp 57-89
http://www.diba.es/flordemaig/_PD/Docs/publicacions_papers/papers18_es.pdf

Séville représente une pionnière dans l'intégration du concept de *participacion ciudadana*,²¹¹ au sein de ses organes de gestion urbaine. Dans la pratique, le clientélisme et les réseaux informels restent prégnants : ils ne permettent pas de dépasser l'assistanat par une *participation* accrue des associations. Les modalités de la *participation* émergent de deux manières : d'abord l'*opposition* puis la *participation*. Il ne suffit donc pas que le processus de *renouvellement urbain* s'appuie sur un processus de *participation* pour parvenir au consensus territorial. En d'autres termes la *participation* ne met pas fin aux modalités conflictuelles d'appropriation du territoire urbain. La montée de situations de précarité et de vulnérabilité, de plus en plus visibles au sein du *centre ancien*, exige des réponses adaptées. Les expériences de budgets participatifs surgissent comme une expression au niveau local/régional de cette *conflictualité*. Ceci résulte d'une organisation protéiforme, qui englobe des mouvements sociaux et des *formes* organisées qui ne dépendent pas de structures étatiques. Elles génèrent des possibilités d'articulation des *budgets participatifs*, avec les contenus de *conflictualité* sociale plus fortement ancrées dans la société et plus distantes des appareils politiques et étatiques. Cette configuration débouche sur la constitution d'une sphère publique qui englobe des *acteurs* institutionnels et de la *société civile*, mais qui acceptent de réguler leurs prérogatives et les modalités conflictuelles du débat par un *dispositif participatif*. L'*Autorreglamento* de la *participacion ciudadana*, subit des modifications annuelles ce qui indique que le processus possède un caractère évolutif, qui lui permet de dépasser les blocages et les situations de conflictualité. Il représente un point d'équilibre stable, mais temporaire, qui ne fige pas le déroulement mais le rend réalisable. La richesse de la démarche provient de la largeur du spectre de la *société civile*, ainsi que des valeurs d'éthique et de transparence, conditions *sine qua non*, de la crédibilité et de la pérennisation du processus *participatif*. La démarche participative introduit de nouvelles modalités dans les relations entre les techniciens municipaux, la municipalité et la population. La fonction et le rôle de l'administration municipale, sa capacité à intégrer les concepts et les pratiques de la *participation*, l'articulation qui s'établit entre ce troisième pilier et les deux premiers : la municipalité et la population, forment un des enjeux majeurs du processus. Les caractéristiques principales de cette organisation sont la distance considérable entre les entités directionnelles et les entités opérationnelles, ainsi que la fragmentation et l'inflation des niveaux intermédiaires.

²¹¹ Participacion ciudadana : participation citoyenne

Est-ce que cela se traduit concrètement à travers les interviews obtenues ? Un désenchantement certain se dégage.

« D'abord je crois qu'il y a des gens qui ont participé. Ils sont un peu fatigués, fâchés, lassés, ils n'en ont plus envie. Ils ont participé dans pas mal d'assemblées, ils voient que ça ne donne pas de résultats, ils ont leur vie quotidienne, donc la motivation manque. Mais aussi, il y a une participation simulée qui est arrivée de cette équipe municipale, qui a commencé à parler de participation partout, mais n'a pas donné les moyens je crois, à mon avis, pour participer de façon préparée. Les seuls gens qui ont le temps de participer ce sont les personnes âgées, résultat du bilan participatif de la Mairie, c'est que l'on aura un cours de Tango le soir mardi et jeudi !! Donc c'est un exemple pour dire que pour participer il faut beaucoup d'efforts, il faut préparer le processus, il faut informer, il faut donner les moyens, il faut qu'il y ait une ambiance pour que les gens soient prêts à participer. Donc d'un côté l'expérience d'avoir participé dans des mouvements sociaux qui n'ont pas toujours donnés de résultats : on a résisté un peu au moins on n'a pas un parking souterrain à la Alameda !! On n'a pas coupé tous les arbres de la Alameda, c'est un résultat déjà en soi, mais on n'est pas vraiment satisfaits du résultat de la Alameda tel qu'il est non plus, parce que l'on n'a pas été consultés non plus. Quand on voit des panneaux, plaza del Pumarejo qui disent on est en train de travailler pour toi. C'est une place qui a été faite avec la participation des voisins, on sent que l'on est en train de se moquer de toi. » (N ° 8)

La participation peut se révéler une quête vaine.

« Parce que si la participation, ce n'est pas une volonté politique, c'est plutôt comme du maquillage. Je suis allée sur Internet pour regarder la participation citoyenne. Je regarde alors, il faut aller dans les réunions. Le résultat de la participation de l'année dernière : cours de cuisine, football ... Moi je me dis, mais alors l'idée que j'avais de participer dans la ville, dans les décisions plutôt d'aménagement. Mais il n'y avait presque rien de décision du point de vue de l'aménagement du quartier. Bon, je vais aller au centre principal, pour demander [au] responsable, pour dire ce qu'il se passe ici. Pour savoir comment il faut faire pour faire quelque chose. Alors je regarde, je veux employer mes énergies, ma volonté, pour faire quelque chose. C'est compliqué, c'est tellement compliqué, que finalement les gens ne participent pas... En plus comme l'Alameda, finalement, il y a eu des réunions pendant des années et ils ont fait ce qu'ils ont voulu. Mais le projet cela n'a rien à voir avec la Alameda, cela n'a rien à voir. C'est un projet d'un architecte de Barcelone qui est arrivé, qui a fait un aéroport là bas. Il n'y a pas de fleurs, il n'y a rien. Je crois qu'il peut y avoir des gens mais dans une structure, pour une information organisée. On laisse les gens parler, puis il n'y a rien, ce n'est pas un mécanisme qui peut arriver quelque part. On peut parler parler parler, on dit qu'on a une participation et finalement on s'en fout des gens. » (N ° 7)

Les institutions sont parfois désappointées par les réactions des habitants.

« Ce qui est certain c'est que la participation, est moins importante, moins forte que cela. Certains pensent que ce qui détermine les groupes d'habitants c'est leur relation avec le processus politique. De leur point de vue de ses options. Mais, nous sommes dans un quartier peu participatif, comparativement à d'autres parties de la ville. Je crois que la forme de participation, à laquelle nous sommes habitués dans cette ville, je ne sais pas dans le reste du pays, nous sommes habitués à ce que la participation s'effectue au travers de la démocratie représentative. Nous ne sommes pas habitués à discuter de notre quartier, à penser nos espaces ni nos quartiers, mais ici qui peut le faire ? Qui peut participer ? Si ce n'est les habitants de ce quartier. Quels groupes qui peuvent participer aux décisions. Ici dans ce quartier précisément il y a des gens qui veulent participer à la rénovation de leur maison. Il y a un espace²¹² entre la Calle Sol et la Calle Enladrilla, [où] une groupe de résidents jeunes ou âgés, qui ont demandé à l'Ayuntamiento un lieu ludique et la rénovation de ce lieu pour le public. Alors arrive la discussion, parce qu'il y a un groupe d'habitants qui vivent ici qui sont en lutte, sur l'utilisation de ce lieu. Mais la clef d'entrée de ce lieu, de cet espace, était aux résidents. Mais l'Ayuntamiento de Sevilla a changé la serrure. Personne n'est venu consulter le Centro Civico de San Julian, qui aurait pu

²¹² Huerta del Rey Moro : Lieu ouvert et alternatif d'appropriation revendicative du type « *reclaim the street* »

chercher une solution, pour diminuer la gêne pour ces personnes. Le centre les aurait invités à participer et sans doute cela aurait suffi pour que ces jeunes puissent ouvrir cette porte et s'approprier cet espace public. Les résidents ne comprennent pas ces interventions pour des motifs politiques en relation avec les élections municipales. Les plus jeunes ne sont pas du quartier comme les résidents de toujours. Il me vient en mémoire de nombreux groupes de personnes âgés, qui ont des difficultés avec la saleté et également en relation avec le bruit, les difficultés à se déplacer. La question est quelles formes de participation pour des personnes différentes, et de quelles formes de participation ont-elles besoin ? Je ne sais pas si l'administration, si les jeunes les plus modernes, les plus participatifs, sinon celle que nous essayons avec tous correspond à ces formes. Il y a quelque chose auquel mon travail me fait penser que je veux rajouter sur la participation citoyenne. Pour chacune et chacun de nous la participation citoyenne est ce à quoi je pense et de la manière dont je le pense. Les autres formes décrites ne me paraissent pas de la participation. Je crois que la participation citoyenne est multiple. Et que le potentiel sont des formes égales et inégales, de cette manière les différentes formes de participation citoyenne fonctionnent ».

(N ° 2)

La ville de Séville conduit un processus participatif, mais il n'est pas toujours perçu comme elle le souhaiterait. Ainsi les habitants soit se découragent, soit entrent en confrontation pour des sujets qui pourraient se régler par le dialogue. De là, le fait qu'il ne suffit pas de décréter la *participation* pour qu'elle ait lieu.

La mise en place de stratégies participatives par les autorités²¹³, d'abord ne va pas de soi et ensuite demande un ensemble de conditions qui ne sont que rarement réunies. Les habitants ne perçoivent pas toujours les efforts de mobilisation que cela exige pour que les administrations adoptent un fonctionnement ouvert et participatif. Pourtant les attentes de la population s'expriment à l'occasion de débats et de réunions d'information. Mais la volonté de s'impliquer exige une continuité dans les efforts au quotidien. C'est pourquoi nous proposons de valider l'hypothèse H 4 quinter, car la mise en place de stratégies innovantes de gouvernance semble bien une solution d'avenir bien qu'elle reste à ce jour à l'état d'ébauche.

²¹³ Les décideurs politiques devraient contribuer à inventer des stratégies ambitieuses de consultation et de renforcement de la participation des populations, par la mise en place de stratégies innovantes de gouvernance.
H 4 QUINTER

Conclusion

Nous avons répondu au quatrième questionnement de notre recherche²¹⁴, afin de déterminer si la requalification du *centre ancien* réserve une place à ses habitants traditionnels et nouveaux. Nous pensons que les habitants ont une place dans le processus de requalification, mais qu'il revient aux institutions de l'accroître, en leur proposant de remplir un rôle actif dans le processus de rénovation. Nous constatons que la réalité ne correspond pas toujours aux attentes de la population, qui a l'impression qu'on ne la prend pas en considération. Certes les critères d'un *développement durable des territoires*, requièrent une *participation* de leurs habitants. Mais la concrétisation de ce principe se heurte à la réalité. Il est vrai que les métropoles peuvent bénéficier de l'inclusion des habitants traditionnels dans la rénovation de leur *centre ancien*, car ceux-ci participent à un espace-mémoire qui est garant de leur identité. Les habitants traditionnels porteurs de signes et de pratiques mémorielles doivent participer au premier chef à ces processus. Ceci implique que les métropoles mettent en place des processus participatifs au sein desquels les habitants puissent trouver une place. Il s'avère que cette mise en place reste délicate à Séville et plus que lacunaire à Marseille et Thessalonique. L'amorce d'un environnement participatif requiert que la *démocratie représentative*, propose une *gouvernance* qui fasse une place à la *société civile*, et aux *citoyens*, autre moteur de la *démocratie participative*.

Conclusion générale Partie III

Que retenir du rapprochement des résultats de nos trois expérimentations, avec nos hypothèses de recherche.

Dans le chapitre 7, nous avons répondu à notre premier questionnement et validé nos trois hypothèses. Nous avons pu identifier et localiser les indicateurs visibles et invisibles matériels et immatériels de l'espace-mémoire. A Marseille, c'est la notion de *village* qui a retenu notre attention. A Thessalonique, il s'agit de la *ghitonia*. Enfin à Séville, c'est une association de deux binômes : jeune/vivant et sale/bruyant qui nous ont permis de déterminer ces indicateurs. Nous avons montré, à partir de l'étude de cas de Bursa (Turquie), que l'interprétation de ces indicateurs peut revêtir un sens différent quand on change de niveau. Finalement, les indicateurs retenus, se trouvent bien en mesure, de révéler l'ensemble du

²¹⁴ Reste-t-il une place aux habitants en cas de requalification de leur quartier ? Dans ce cas pour une gestion durable de la recomposition territoriale quel rôle peuvent jouer les habitants dans la réhabilitation de leur quartier ?

processus de constitution de l'espace-mémoire. Nous avons décelé les trois phases de ce processus qui suivent la séquence : investissement/désinvestissement/réinvestissement. Nous avons corrélé ces phases avec les évolutions de la *centralité* des métropoles riveraines de la Méditerranée.

Dans le Chapitre 8 nous sommes revenus sur la contribution de l'espace-mémoire à la recomposition territoriale de l'espace urbain des métropoles méditerranéennes. Nous avons déterminé les fonctions que revêtaient les éléments de l'espace-mémoire. A Marseille, Thessalonique et Séville les formes patrimoniales sont chargées de symboliques qui confèrent au centre ancien une identité singulière, que la métropole mobilise pour la reconquête de sa *centralité*, dans un contexte régional celui de la méditerranée. Nous avons indiqué les relations de concordance ou de discordance entre forme et fonction ainsi que les relations entre la nouveauté des fonctions exigeant des structures modernes et l'ancienneté des formes. L'introduction de nouvelles fonctions en quête de localisation de prestige en position de *centralité*, augmente la valeur du foncier disponible. De la sorte, nous avons montré que les nouvelles fonctions permettent une sauvegarde sélective d'un certain nombre d'éléments du *patrimoine*, rénovés par le secteur privé et le secteur public. Les bâtiments et les espaces les plus prestigieux, sont investis par de nouveaux acteurs, en raison de leur forte charge symbolique. A Marseille, il s'agit des immeubles qui bordent les places les plus fréquentées. A Thessalonique, ce sont les *archondikas*, témoins de la *vieille Thessalonique*, qui abritent des fonctions culturelles de prestige. A Séville nous remarquons que les *coralles de vecinos*, font l'objet de réinvestissement par les fonctions touristiques et culturelles. Cependant, l'arrivée de nouveaux résidents s'opère au détriment des habitants traditionnels, qui perçoivent ces changements et parfois les dénoncent, davantage que les localisations de nouvelles fonctions. Finalement nous concluons qu'il existe bien une relation forme/fonction suivant les critères architecturaux, de localisation, d'occupations anciennes. Ainsi, la diffusion de la *patrimonialisation* correspond à la propagation de l'affectation de nouvelles fonctions à des formes anciennes. Nous avons mis en évidence les cycles du *renouvellement urbain*, au sein des centres anciens des trois villes méditerranéennes étudiées. Nous avons constaté que les phases de développement de la *centralité* active de Marseille, Thessalonique et Séville, se déroulaient selon une chronologie d'ensemble, ce qui n'exclut pas les mouvements asynchrones dus aux particularités de chaque site ainsi qu'au contexte national de chaque pays.

Dans le Chapitre 9, nous avons abordé les processus de recomposition territoriale de la ville méditerranéenne. Nous avons montré la contribution de l'espace-mémoire à la

recomposition territoriale de la ville méditerranéenne. Nous avons indiqué le sens, les valeurs et les finalités d'une *participation* des habitants à la recomposition territoriale. Le patrimoine immatériel, souvent lié aux habitants traditionnels, tend à se dissoudre. Or la *mémoire* du territoire provient de ses résidents. Nous avons parfois distingué, l'existence de mémoires concurrentes, qui cohabitent au sein d'un même espace. Nous avons révélé que la recomposition territoriale suppose bien que le *patrimoine* qui forme l'espace-mémoire participe effectivement à la définition d'un nouvel espace urbain. Nous soutenons que l'intégration de l'espace-mémoire dans la recomposition territoriale des centres ne permet pas toujours, à elle seule, une gestion durable des villes anciennes, car les expulsions des habitants traditionnels ne sont pas de nature à préserver ni à rendre visible les lieux repères de l'histoire de la ville, garant de l'identité des territoires et des populations qui y vivent. Les nouveaux résidents, les acteurs du secteur de l'immobilier, bénéficient pleinement de cette *centralité* restaurée. De la sorte, nous soutenons que l'espace mémoire devient un élément signifiant du renouvellement de la *centralité* au sein de l'espace urbain. Le centre ancien, une fois rénové, retrouve toutes les caractéristiques de la *centralité* : un niveau élevé de prestations, des localisations enviées pour leur prestige, une image valorisée et modernisée. Pourtant cette reconquête de la centralité des centres anciens des villes méditerranéennes à un prix, une sélection sociale des résidents et une segmentation socio-spatiale qui se renforce.

Dans Chapitre 10, nous avons décrit les modalités de la *gouvernance* dans une perspective de *développement durable* des territoires de la ville méditerranéenne, nous avons démontré que la requalification d'un quartier entraîne le départ des habitants les plus vulnérables. A Marseille et à Séville le phénomène des expulsions est largement corrélé avec la rénovation. En revanche à Thessalonique, les départs volontaires sont antérieurs et datent de la période de dégradation de la ville haute. Cependant, les destructions qui ont accompagné cet abandon progressif, ont pu accélérer la dépopulation. Nous avons indiqué que cela explique bien les résistances d'une partie de la population à la modernisation des habitations près du centre à cause de la survalorisation foncière, immobilière, fonctionnelle de ces espaces. A Marseille, Thessalonique et Séville, nous avons constaté, la hausse vertigineuse des prix du foncier en position de *centralité*. Nous pensons qu'il s'agit d'un indice probant de la sélectivité des fonctions et de la reconquête de la *centralité*. Assurément cette hausse est à mettre en relation avec la multiplication des expulsions locatives. Dans les quartiers du Panier, de Ano Poli, du *Casco Norte*, nous avons identifié des groupes qui soutiennent la résistance des habitants aux expulsions locatives. Dans chaque cas, c'est au cours d'une lutte

emblématique qu'a pu se réaliser une certaine fusion entre nouveaux habitants et résidents traditionnels. A Marseille, il s'agit de la résistance des habitants des hôtels meublés aux *marchands de sommeil*. A Thessalonique, c'est à la faveur de l'opposition au percement d'un axe transversal au quartier et à propos de la destruction des *kastroplikta*, les maisons des descendants de réfugiés bâties le long des remparts. A Séville, le combat contre l'aménagement du lieu emblématique du *Casco Norte*, la *plaza Alameda de Hércules*, que se côtoient des acteurs issus à la fois des habitants traditionnels et des nouveaux venus. Pourtant, nous avons constaté, que les organisateurs de la résistance provenaient le plus souvent des nouveaux résidents. Nous avons indiqué que la *participation* des habitants se réalise au bénéfice des nouveaux venus et au détriment des résidents traditionnels. Ce qui indique bien que cela provient de leurs représentations du patrimoine et de l'ancien. Nous avons révélé que si la population se trouve en mesure de participer, cela ne peut pas suffire à entraîner un réel processus participatif, même si on favorise la mise en place de structures qui permettent une véritable *gouvernance*. Cette participation des habitants aux projets urbains censée dépasser une simple opposition et évoluer vers une logique de proposition, ne semble pas aboutir. Ce qui nous conduit à ne pas valider notre hypothèse, car il semble qu'il ne suffit pas que les structures existent pour que la populations participe. Nous pensons que la résignation de certains résidents pourrait provenir d'un sentiment d'abandon de la part des élus et des gestionnaires. Nous avons décelé ce sentiment à Marseille, à Thessalonique et à Séville. Finalement, nous soutenons que les décideurs politiques même si ils doivent contribuer à inventer des stratégies ambitieuses de consultation et de renforcement de la participation des populations, ne parviennent pas, à ce jour, à briser le scepticisme de la population

Conclusion finale

Nous proposons au terme de ce parcours d'étude de relever les éléments les plus significatifs du *renouvellement urbain* des *centres anciens* des villes méditerranéennes de Marseille, Thessalonique, Séville, de manière à mettre en lumière les points de concordance et de divergence. La gestion durable des villes méditerranéenne peine à s'esquisser. Il nous revient de nous demander vers quel modèle de gestion durable des territoires vont tendre les métropoles ? Cette démarche devrait nous aider à proposer un modèle du *renouvellement urbain* du centre ancien de la ville méditerranéenne.

Au départ de la recherche, il s'agissait d'identifier et de localiser la nature des indicateurs de la constitution d'un *espace-mémoire*.

Pour répondre à notre question initiale, les indicateurs de l'espace-mémoire, se révèlent bien, à la fois visibles et invisibles, matériels et immatériels, indépendamment des modalités d'appropriation du *centre ancien* par leurs habitants. Dans le quartier du Panier, l'espace physique doublé de la dimension villageoise, affective et teintée d'une forte charge identitaire, s'articule avec le bénéfice d'une *centralité* issue de la proximité avec le Vieux-Port. Dans le quartier de Ano Poli, la permanence de la trame vernaculaire du secteur singularise et différencie cet espace central et lui confère une valeur d'usage élevée. Ce village urbain constitue la base d'une sociabilité : la *ghitonia*, qui l'identifie à la *vieille Thessalonique* et au-delà à toutes les cultures urbaines grecques d'Asie-Mineure, des *patries perdues*, de *Constantinopolis*, donc à une dimension mémorielle et affective absolument unique dans le monde hellénophone. Dans le *Casco Norte*, la *mémoire* du quartier populaire s'estompe, les opérations de rénovation et de réhabilitation, se cantonnent à une régénération physique du bâti sur un modèle désuet.

La *plaza Alameda de Hércules*, lieu de concentration populaire mais également des déviances et de la marge, perd sa population marginale et bénéficie d'une profonde requalification qui l'adapte à de nouvelles *fonctions* en phase avec les nouveaux habitants du *Casco Norte*. Ce faisant elle gagne en respectabilité, mais perd en authenticité, elle rentre dans la normalité. Ces espaces réinventés, servent d'ailleurs fréquemment de lieux de tournage de films ou de séries. A Marseille, des images du Panier figurent dans la série *Plus belle la vie*. Le Panier constitue aussi la scène de la *télé du Panier* de l'association Tabasco vidéo²¹⁵. A Thessalonique, les anciennes demeures restaurées peuvent servir de cadre, notamment à des

²¹⁵ Voir <http://www.tabascovideo.org>

reconstitutions mémorielles²¹⁶, qui restituent la *vieille Thessalonique*. A Séville la *Plaza Alameda de Hércules* sert de plateau de tournage à ciel ouvert, pour de nombreuses productions cinématographiques. Ainsi, ces lieux et ces mémoires servent de matériaux à une réappropriation permanente, au cours d'un processus identitaire qui fondent un *modèle méditerranéen de sociabilité*. Car, il nous semble que par delà le décor, si léché soit-il, repose la *mémoire* du lieu à laquelle viennent puiser les créateurs et les nouveaux habitants.

La dislocation des liens de voisinage et de proximité caractérise une phase de dégradation du *centre ancien*. Dans le quartier du Panier, la sociabilité villageoise s'est estompée, mais elle perdure. De plus une nouvelle sociabilité, constituée d'une part des apports de nouveaux habitants et d'autre part de la rencontre de cette nouvelle sociabilité avec celle des habitants anciens, indique l'émergence d'une nouvelle *centralité*. Dans le quartier de Ano Poli, la *ghitonia* originelle se distend, même si elle persiste comme survivance dans certains secteurs. Elle différencie notablement la ville haute de la ville basse. En outre, une nouvelle *ghitonia*, qui provient de nouveaux habitants se met en place, différente par sa nature, mais exprimant une sociabilité villageoise en milieu urbain, structurée autour de la préservation de la morphologie de la trame vernaculaire, de la rénovation/réhabilitation du bâti et des valeurs d'usage qui peuvent en découler. De sorte que le *patrimoine* immatériel s'est révélé important pour les habitants du centre ancien.

Nous pensons que le processus de *patrimonialisation* du *centre ancien*, dépend d'abord de la *densité patrimoniale* d'une *ressource patrimoniale* potentiellement mobilisable dans un processus de *renouvellement urbain*. Il requiert la mobilisation concurrente de mémoires attachées à un territoire à l'intérieur duquel s'inscrivent différents *réseaux patrimoniaux*.

A Marseille, nous avons décelé que les mouvements dans le peuplement du quartier du Panier consécutifs aux opérations de *renouvellement urbain*, proviennent de deux catégories bien différenciées, les habitants anciens et les nouveaux venus. Le processus de *patrimonialisation/gentrification*, provoque des différenciations socio-spatiales au sein de la métropole. Les opérations de résorption de l'habitat insalubre, de rénovation, de réhabilitation, modifient la représentation du *centre ancien*, de *nouveaux urbains* en quête de *centralité* investissent des produits immobiliers attractifs, dans un contexte de raréfaction du foncier disponible et en position de *centralité*.

²¹⁶ ZOUFAZOUGLOU, K., 2006, ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ ΔΙΑΤΗΡΗΤΕΑ, Thessaloniki Diatrithea, τομ Χρήστου Σομβατζόγλου, volume 1, photomontage en grec 1 DVD

A Thessalonique, le quartier de Ano Poli, rénové et redevenu attractif, véhicule une image séduisante pour des catégories sociales aisées soucieuses d'une habitabilité qui concilie qualité patrimoniale et bénéficie d'une *nouvelle centralité*. La diversification de la fonction résidentielle dans un contexte de raréfaction du foncier disponible et en position de *centralité*, provoque une accélération des mises en chantier et une hausse exponentielle des prix du secteur immobilier. Le processus de *patrimonialisation/gentrification* d'une part homogénéise le peuplement de Ano Poli.

A Séville le quartier du *Casco Norte*, rénové et redevenu attractif, véhicule une image séduisante pour des catégories sociales aisées et soucieuses d'une habitabilité qui concilie qualité patrimoniale et bénéficie d'une *nouvelle centralité*. La diversification de la fonction résidentielle par la mise à disposition de produits immobiliers de standing, dans un contexte de raréfaction du foncier disponible et en position de *centralité*, provoque une hausse exponentielle des prix du secteur immobilier. Le processus de *patrimonialisation* du *Casco Norte* renforce l'homogénéisation de la nouvelle population.

Ainsi, il nous semble déceler les prémisses d'un modèle du *centre ancien* de la ville méditerranéenne, à la fois réceptacle de la *mémoire du territoire* et réserve foncière en situation de *centralité* réactivée. De cette rencontre naît une nouvelle culture du territoire qui provient de deux catégories d'habitants que nous avons mises en évidence. Cette fusion, si elle était avérée, donnerait naissance à une identité réinventée de la ville Méditerranéenne, dans un aller retour symbolique entre le présent et le passé du lieu et entre l'ici et le lointain, tant cette identité paraît ancrée dans la mobilité et le mouvement, celle des migrants et celui des idées. A Marseille, dans le quartier du Panier, la place de Lenche, à Thessalonique, Tsinari, à Séville la *plaza Alameda de Hércules*, incarnent tous trois cette tentative de réinventer un contenu à un espace-mémoire, pour le rendre apte à une réappropriation.

Les interventions lourdes requalifient physiquement les éléments matériels du *centre ancien*. Cependant, une attention particulière se porte sur la contribution de la culture au sens large aux processus de reconquête de la *nouvelle centralité*. Les processus de constitution de la *ressource patrimoniale* s'orientent davantage vers la préservation de signes immatériels, vecteurs identitaires et ingrédients mobilisables dans l'optique d'un *renouvellement urbain durable*. Les *acteurs* de la culture issus de la sphère institutionnelle ou participative, figurent parmi les promoteurs les plus dynamiques d'une dimension culturelle de la *nouvelle centralité*.

Nous remarquons que la décennie 1990 représente une rupture dans le processus de *patrimonialisation/gentrification*, dans les métropoles méditerranéennes que nous avons étudié. A Marseille, le début de l'opération Euroméditerranée en 1995, le plan *Urban 1* en

1993, indiquent une étape dans la reconquête des espaces centraux. A Thessalonique, le programme Thessalonique Capitale culturelle de l'Europe, en 1997, vient conforter la reconquête de Ano Poli entamée en 1979. La sauvegarde du quartier du port de Ladadika débute en 1995. A Séville, dès 1987, le projet de l'Exposition universelle de Séville : *Expo 92*, représente une étape cruciale dans la reconquête des espaces centraux de la métropole andalouse. Le Plan *Urban 1*, débute en 1993, doté de fonds du Fond européen de développement régional FEDER de l'Union européenne. Nous constatons bien que la ville méditerranéenne, est entrée dans les années 1990, dans un nouveau cycle d'aménagement de ses territoires. La concomitance de ces opérations ne ressort pas du simple hasard, mais d'une convergence vers un modèle de ville, qui intègre le *patrimoine matériel* et *immatériel*, dans un processus identitaire, qui profite d'une nouvelle centralité pour se positionner dans une concurrence de localisation de fonctions de haut niveau : tertiaires, créatives, artistiques, intellectuelles.

Pourtant, au sein de ce nouveau modèle de la métropole méditerranéenne, les tensions persistent, elles rappellent les exigences de la civilité et du vivre-ensemble, cette *convivialité* que chacun convie ou invoque, sans toujours la favoriser.

A Marseille, pour les habitants âgés la perception se confond avec la nostalgie de leur existence au sein du *centre ancien*, pour les nouveaux venus, les retards et les rythmes asynchrones entre le *renouvellement urbain* des espaces publics et celui du bâti. Cet état physique correspond à une perte de l'attractivité et de la qualité de résidence du *centre ancien*. Les modes de représentation et d'appropriation du territoire divergent selon l'ancienneté de résidence dans le Panier. Les habitants anciens ne reconnaissent pas *leur* espace de quotidienneté, les pratiques au sein de l'espace public provoquent de récurrents conflits d'usage, le vocable *d'incivilité*, révèle une désapprobation par certains habitants, consécutive à la dégradation de la convivialité de proximité.

A Thessalonique, le plan de reconquête de Ano Poli a dû modifier l'image répulsive que conservait la ville haute depuis de nombreuses années. Aujourd'hui il ne reste aucun signe visible de la *mémoire*, qui représente pourtant une fraction identitaire de ce territoire. La période de la présence ottomane à Thessalonique en général et à Ano Poli en particulier ne semble pas occuper une place significative dans la mise en valeur de la *ressource patrimoniale* dans le cadre du *renouvellement urbain* de la métropole. Si la carte archéologique de Ano Poli, recense bien les objets patrimoniaux ottomans, ceux-ci demeurent invisibles à l'œil du curieux, donc leur statut incomplet de *sémiophore* ne peut que fausser la perception de la *vieille Thessalonique*. La réintroduction de ces marqueurs spatiaux dans le

centre ancien se voudrait un signe d'une lecture davantage consensuelle de la *mémoire* de la *vieille Thessalonique*.

A Séville, dans le quartier du *Casco Norte*, qui a longtemps souffert d'une réputation détestable. Les foyers de concentration de toxicomanie et de prostitution ont caractérisé, le secteur de la *Alameda* jusque récemment. L'identité du *Casco Norte* comprend ces éléments immatériels, bien que la visibilité au sein de l'espace public, de cette culture populaire ne soit réduite aujourd'hui. Les *formes* urbaine rattachées à cette culture : les *corrales de vecinos* se dissolvent, au sein des espaces centraux, comme à *Triana* ou dans le *Casco Norte*, remplacés par des logements de standing ou des hôtels. Cette partie irremplaçable de la *ressource patrimoniale* du *conjunto historico*, bénéficie d'une procédure de classement qui permet d'en conserver une infime partie.

La *gestion durable* des centres anciens ne peut se réaliser si elle pénalise les habitants traditionnels au bénéfice de nouveaux venus, plus jeunes et davantage aisés. Or il s'avère que c'est ce qu'il advient dans la plupart des cas. Pourtant les indices immatériels de l'identité du centre historique, restent liés consubstantiellement à la vie des habitants traditionnels. Ainsi donc, il existe un paradoxe entre, une gestion conçue selon les principes de la *durabilité* et les diverses stratégies d'éviction des résidents vulnérables que nous avons décelées à Marseille, Thessalonique et Séville. Il ne nous paraît pas crédible de passer sous silence cette dimension, tant elle se situe à l'opposé de toute *gestion durable*. En effet, invoquer le vocable de *durabilité* implique de l'introduire dans les pratiques. A Marseille, à Thessalonique et à Séville, nous avons perçu la distance entre l'affirmation de la *mixité sociale* et les insidieuses stratégies d'évitement qui conduisent à la ségrégation socio-spatiale.

Les organismes de gestion, entendent conduire, tant par pragmatisme que par opportunisme, des stratégies de *participation* de la population qui s'inscrivent dans leur *Agenda 21*, de la sorte ils répondent aux attentes de populations parfois désappointées et à celles de nouveaux venus qui sont en phase avec une conception du développement urbain soucieuse de préserver et développer une *mixité sociale*. A Marseille et à Thessalonique, nous n'avons pas décelé la présence d'une quelconque incitation aux *pratiques participatives*. En revanche, à Séville nous avons identifié un *processus participatif*, qui pourrait figurer un modèle d'une gestion des centres anciens des villes méditerranéennes. En effet, la volonté des élus et de l'administration de se rapprocher de la société civile et des citoyens pour favoriser l'émergence d'une culture participative, nous paraît constituer l'esquisse d'une *habitation durable des territoires*. Les institutions, au-delà du thème de la rénovation, entendent promouvoir, raisonnablement un nouveau modèle. La *démocratie participative*, représente

une étape nouvelle dans les relations entre le pouvoir politique, la *société civile* et les habitants. La construction d'une image valorisée de la métropole méditerranéenne intégrerait une dimension participative, afin de conférer à la ville une stature internationale.

Cependant dans un environnement mondialisé, le modèle de gestion du centre ancien de la ville méditerranéenne prend son essor au moment où émergent, au niveau mondial de nombreux acteurs, tout aussi préoccupés d'attirer de nouvelles fonctions métropolitaines. Ainsi, à la concurrence au sein de l'espace méditerranéen entre les métropoles, s'ajoute une compétition mondiale pour la position dominante.

Les métropoles méditerranéennes entreprennent dans un contexte de mise en concurrence des territoires une reconquête de la *centralité*, par l'attraction de fonctions de tertiaire ou du tertiaire supérieur, censées promouvoir leur statut au sein d'un nouvel espace.

L'axe majeur est/ouest de circulation des flux matériels au niveau régional, provient du Canal de Suez en direction du Déroit de Gibraltar, pour déboucher sur le *Range* de la mer du Nord. Les nouvelles articulations territoriales proviennent des situations d'interfaces actives entre cet axe principal et des axes perpendiculaires. Sur ces interfaces vont se positionner pour bénéficier d'une *centralité* optimale, les nouvelles fonctions métropolitaines. Nous pouvons distinguer plusieurs situations : une en direction de la Mer Noire, à travers la Mer Egée (Istanbul, Thessalonique), une autre qui relie les métropoles principales de *l'Arc Méditerranéen* (Barcelone, Marseille, Gênes). La concurrence entre ces métropoles se joue donc d'abord sur leur capacité à se connecter durablement sur l'axe principal. C'est au cours de cette phase que les processus de reconquête de la *centralité* prennent une importance particulière. En effet si les métropoles ambitionnent de recevoir des fonctions supérieures, elles doivent se trouver en mesure de leur proposer des localisations favorables dans des sites prestigieux, afin de faire valoir un avantage comparatif sur leurs rivales. Les centres anciens peuvent jouer ici un rôle important. En effet, par leur *centralité* renaissante, la richesse symbolique de leur *ressource patrimoniale*, ils peuvent mettre à disposition de nouveaux acteurs internationaux, des localisations de prestige. Cependant, les stratégies de localisation des fonctions supérieures tiennent le plus grand compte de critères liés au *développement durable*. L'image de ces acteurs transnationaux peut sortir valorisée de localisations qui proposent en sus des symboles une vision de ce que pourrait être la métropole méditerranéenne du futur.